



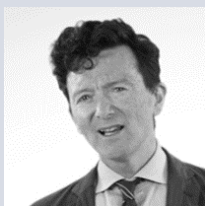
# Les raisons de la défiance

de Luc Rouban

Presses de Sciences Po, 2022 (176 pages)

*recensé par*

*François Facchini*



**François Facchini** est Professeur Agrégé des Universités en Sciences Économiques. Il est en poste à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne et responsable du Programme Politiques Publiques du Centre d'Économie de la Sorbonne (CES). Il vient de publier *Les dépenses publiques en France*, De Boeck Supérieur (2021).



Le dernier livre du politiste Luc Rouban porte sur les raisons de la défiance des Français vis-à-vis des institutions politiques. Il pose la question de savoir pourquoi les Français restent-ils les champions de la défiance politique ? (p.7) Être défiant, nous dit l'auteur, c'est partager l'idée que le système politique n'a rien à offrir de bon, car il ne connaît pas la réalité quotidienne ni celle des structures sociales (p.49). Cette défiance touche tous les niveaux de gouvernance à l'exception peut-être des maires (p.18).

Le livre mesure cette défiance sur la base d'enquêtes (Baromètre de la confiance du CEVIPOF) menées depuis 2009 et se propose de l'expliquer.

### **Une défiance de plus en plus forte et un recul du libéralisme culturel**

Toutes les enquêtes se succèdent, depuis de nombreuses années, pour dire que le niveau de confiance des Français dans leur personnel politique est très bas (p.18).

Les pays où la confiance reste forte sont les pays scandinaves et les Pays-Bas. Seulement 23% des Français interrogés s'estiment satisfaits de la démocratie, contre 59% des Finlandais, 72% des Norvégiens et 47% des Allemands (p.18 Tableau 1). Cette crise de confiance conduit à une opposition entre ceux qui défendent la démocratie représentative et ceux qui veulent plus de démocratie directe (p.21).

Parallèlement à cette étude détaillée de l'évolution de la défiance, l'auteur ajoute des données intéressantes sur l'évolution des valeurs des Français depuis 2009 (p.104). Pour suivre ces valeurs quatre indicateurs sont construits : un indicateur de libéralisme économique, un indicateur de libéralisme culturel, un indicateur de rapport à l'autorité et un indicateur de citoyenneté critique.

L'indice de libéralisme économique repose sur différents types de questions. Faut-il réduire le nombre des fonctionnaires ? Faut-il que l'État fasse confiance aux entreprises ? Faut-il donner la priorité à la compétitivité de l'économie sur le pouvoir d'achat des salariés ? (p.25).



Pour faire face aux difficultés économiques, pensez-vous qu'il faut que l'État fasse confiance aux entreprises et leur donne plus de liberté ? Personnellement souhaitez-vous que le système capitaliste soit réformé sur quelque points ou ne soit pas réformé ? (p.105).

L'indice de libéralisme culturel se fonde sur les réponses données aux questions suivantes. Il y a trop d'immigrés en France. Il faut rétablir la peine de mort. Les couples homosexuels devraient avoir le droit de se marier civilement. La procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles (p.104).

L'indice de citoyenneté critique mesure l'adhésion aux valeurs de la démocratie directe (p.27). Il repose sur les réponses positives à trois questions : les hommes politiques sont plutôt corrompus ; un bon système politique est celui où les citoyens et non un gouvernement décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays, la démocratie fonctionnerait mieux si les députés étaient des citoyens tirés au sort. 68% des classes populaires demandent plus de démocratie directe alors qu'ils ne sont que 43% dans les classes supérieures. Ce sont aussi ces classes populaires qui se revendiquent le « ni droite ni gauche » alors que les citoyens proches du Président Macron défendent le « de droite et de gauche » (p.35).

L'indice d'autorité se fonde sur les réponses aux questions suivantes : un bon système politique est celui qui a à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ni des élections ; est celui où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident ce qui leur semble le meilleur pour le pays ; est celui où l'armée dirige le pays (p.26).

L'indice de libéralisme économique progresse. Il passe de 46% des sujets interrogés à 50% (Figure 14, p.106). Il s'installe plutôt dans les catégories sociales supérieures (p.108) et reste stable dans les classes moyennes et populaires.

A l'inverse le libéralisme culturel décline, de 56 % en 2009 à 43% en 2022. C'est sur le terrain régalien et non sur celui des pratiques sexuelles que le libéralisme culturel régresse. La proportion des partisans de la peine de mort et des personnes qui estiment qu'il y a trop d'immigrés augmente.



Si on croise les deux formes de libéralisme on peut observer ces évolutions. Le groupe des sujets qui adhèrent au libéralisme culturel et au libéralisme économique, les électeurs d'Emmanuel Macron, est stable à 21%. Ce groupe est aussi appelé « libéraux autoritaires » par Luc Rouban (p.146). La raison en est que l'auteur exploite une question (p.145) à laquelle les enquêtés doivent répondre : « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie, mais plus d'efficacité ». 42% répondent oui à cette proposition. Parmi ceux qui répondent il y a 60% d'individualiste, 44% d'égalitaire et 63% de critiques (p.146). Les critiques acceptent d'affaiblir la démocratie pour plus de croissance et d'égalité. Les égalitaires l'acceptent pour plus de justice sociale (égalité réelle). Les individualistes l'acceptent pour plus de réussite sociale. Le groupe des individualistes et des critiques serait plus favorable au libéralisme économique et très favorable à l'idée qu'il faudrait une démocratie plus efficace (p.146). D'où cette appellation d'autoritaires, ils accepteraient moins de démocratie pour plus d'efficacité et révéleraient leur valeur managériale (p.147).

Le groupe des sujets qui se reconnaissent dans le libéralisme économique, mais critiquent le libéralisme culturel progresse. Cette famille des libéraux conservateurs correspond aux électeurs de la droite parlementaire (p.109). Leur poids passe de 24% en 2009 à 29% en 2021. La part des libéraux conservateurs triple sa représentation dans les catégories supérieures alors qu'elle augmente aussi dans les catégories populaires. Les libéraux progressistes baissent très légèrement dans les catégories populaires et moyennes, mais augmentent très légèrement dans les catégories supérieures.

Le groupe qui progresse, cependant, est le groupe des citoyens qui critiquent les deux formes de libéralisme. Leur proportion est passée de 20% en 2009 à 28% en 2021. Cette hausse se nourrit essentiellement de la baisse de la taille du groupe de ceux qui partagent les valeurs du libéralisme culturel, mais qui restent fondamentalement contre le libéralisme économique. Ce sont les anti-libéraux sur le plan économique mais libéraux sur le plan culturel qui voient leur place diminuer le plus puisque leur proportion passe de 34% en 2009 à 22% en 2021. Ce qui peut expliquer les mauvais résultats des partis de gauche



dans les intentions de vote à l'élection présidentielle puisqu'ils se sont plutôt positionnés sur ce créneau. Si on ajoute à cela le fait que la part des enquêtés qui se positionnent très à gauche et qui pensent qu'il y a trop d'immigrés est passé de 19% à 44% on comprend le décalage très fort entre l'offre à gauche et la demande. Dans le même temps la part des anti-libéraux progresse dans toutes les catégories sociales (p.111. Figure 15).

### Les causes de la défiance

L'évolution des valeurs et le constat de la défiance une fois exposés, il faut les expliquer. Luc Rouban écarte dans un premier temps deux explications : la déception vis-à-vis de la politique tout d'abord, et la crise sanitaire ensuite. Il insiste, en revanche, sur l'anomie d'une bonne partie des Français et sur la dis-coordination politique, c'est-à-dire, le décalage entre la demande politique et l'offre partisane.

Luc Rouban défend que ce n'est pas parce que les gouvernements échouent systématiquement à résoudre les problèmes économiques et sociaux du pays (p.8) qu'il y a de la défiance. La déception n'est pas l'explication de la défiance (p.48).

La crise sanitaire ne serait pas non plus une raison de la défiance qu'exprime les Français lors des enquêtes du CEVIPOF des années 2020 – 2021. La crise de défiance est bien antérieure à la crise COVID (p. 121). Les débats autour de la gestion de la crise sanitaire ne feraient que révéler l'ampleur des maux de la société française.

Ces maux sont i) une forte crise de la démocratie représentative (p.43) et le goût de plus en plus important pour une démocratie directe (p.21, p.36, p.136), ii) l'absence de sentiment d'unité nationale – un pays désuni – (Figure 8, p.53), iii) une crise d'identité (p.60), iv) le sentiment que tout le monde méprise tout le monde – crise de la reconnaissance sociale – (p.87) et v) un profond contentieux issu de l'élection présidentielle de 2017 (p.9).



*La France est un pays désuni.* A la question « avez-vous le sentiment d'appartenir avant tout à la communauté nationale, à une communauté de personnes qui parlent la même langue que vous ou qui ont les mêmes origines géographiques que vous, à une communauté de personnes qui partagent les mêmes goûts, le même mode de vie ou bien avez-vous le sentiment de n'appartenir à aucune communauté », 45% des français interrogés répondent qu'ils n'ont pas le sentiment d'appartenir à une quelconque communauté (p.60). Un tel chiffre expliquerait l'insécurité culturelle des électeurs de l'extrême droite (p.61).

*La France est un pays où les citoyens s'estiment méprisés.* La France est devenue la société du mépris. Les Français ont perdu de vue le mérite authentique qui consiste « à mériter l'estime des autres », à se voir reconnu quelle que soit sa place dans l'ordre social (p.85). La défiance est la conséquence de cette anomie, c'est-à-dire, de cette perte de tout repère social, de cette crise des normes sociales (concept repris à Émile Durkheim p.60).

*Un grand nombre de français n'ont plus le sentiment d'avoir leur place dans la société française, d'être reconnus à leur juste valeur.* Ils ne cherchent pas nécessairement l'égalité des conditions ou ne contestent pas la sélection des élites. Ils veulent ne pas être méprisé, rabaisé. Cette absence d'une équité qui fasse droit au mérite réel des uns et des autres, serait même la cause sociale profonde de la défiance (p.89). Elle expliquerait même la distance entre « eux et nous », « nous » étant ici le peuple, le vrai monde et « eux » le monde de la politique et des experts.

*Le contentieux issu de la présidentielle de 2017 est double.* Il porte sur l'opposition entre les élites et le peuple (p.43) et renvoie aux populismes de droite et de gauche, à ce regard critique du peuple (la France d'en bas) sur ses élites et ses experts (p.14). Il renvoie, aussi, à une réalité politique. Le Président Macron a été mal élu. Charles de Gaulle en 1965 avait obtenu au premier tour de l'élection présidentielle 37,5% des votes des inscrits. Emmanuel Macron n'a recueilli que 18,2% des voix (p.126). La base électorale de la majorité présidentielle aux élections législatives est de la même manière très faible. Elle était de 38% en 1981. Elle est de 16,9% pour la majorité de la République en marche



(LREM). Cela signifie que le parlement et le Président de la république ont une base électorale extrêmement étroite. Cette rétraction de la base électorale est évidemment l'effet de l'abstention (p.124) qui touche désormais toutes les élections, mais aussi de la répartition des voix autour de quatre grands groupes : la France Insoumise, le centre, la droite et le Rassemblement National. Les élus sont mal élus et en plus ils sont élus par une petite catégorie de la population ; des électeurs plutôt âgés et diplômés (p.129). Il y a un effet volume (le nombre des électeurs qui votent est faible) et un effet structure (seule s'exprime une petite partie des catégories sociales).

*La crise sanitaire n'a pas fait qu'exacerber la défiance.* Elle a aussi remis en cause l'un des derniers bastions du modèle social français, son système hospitalier et la croyance dans le positivisme. Le système hospitalier est apparu fragile et incapable de répondre au choc de la pandémie. Le modèle positiviste français a été remis en cause par la crise sanitaire, car la science n'a pas parlé d'une seule voix. La philosophie positiviste place le débat raisonné au cœur de toute légitimité de la décision publique (p.10, p.99). Lorsque le peuple découvre le pluralisme scientifique il perd confiance dans la parole des experts et la défiance vis-à-vis des institutions politiques devient aussi défiance vis-à-vis de la science.

La crise sanitaire a alors remis en cause les fondements du républicanisme (p.49). Elle n'a pas conduit les Français à renoncer aux élections (p.44) et à la démocratie, mais à ne plus faire de la démocratie un tabou (p.136). Seuls 25% des enquêtés sont tout à fait d'accord avec la proposition selon laquelle la démocratie est irremplaçable. Si on ajoute à cela que 58% des sujets estiment qu'il vaut mieux un système politique moins démocratique mais qui assure plus d'égalité et de justice sociale, on peut en conclure que l'attachement à la démocratie n'est plus sacré. Une partie de l'électorat serait prêt à l'abandonner pour réaliser un ordre plus égalitariste (p.137). Cette position augure d'autant plus d'une crise dans le futur, que les jeunes sont majoritairement prêts à sacrifier la démocratie pour l'égalité (p.143).



## Conclusion

L'ensemble de ces constats dessine un tableau très noir de la France en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. L'anomie française est probablement le fait le plus inquiétant. La France ne fait plus société.

Une majorité de Français n'a plus de repères collectifs pour vivre en société. Cette conclusion est d'autant plus forte qu'elle vient après le livre des politistes Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely qui dans *La France sous nos yeux* (Le Seuil 2021) décrivent une société « divisée, multiple et désagrégée » qui a développé une haine des élites et des assistés. Des élites qui auraient oublié le monde du travail pour se concentrer sur le souci écologique, le progressisme et un ensemble de combats qui ne sont pas ceux du monde du travail.

Comme le livre de Fourquet et Cassely, Luc Rouban construit son diagnostic sur le traitement d'une enquête. C'est ce qui fait la richesse cognitive de ce type de livre, mais aussi leur faiblesse, car trop d'informations tue généralement l'information ou du moins la qualité de leur compréhension.

La lecture du livre de Luc Rouban est difficile, car il y manque un fil conducteur, une théorie qui permette d'organiser le résultat de l'enquête. On a parfois le sentiment d'une rationalisation *ex post*. On cherche à rendre cohérentes des réponses qui ne le sont pas. On l'aura compris ce livre consacré à la défiance des Français est une nouvelle photographie de l'état de l'opinion. Il n'en donne pas cependant le récit.